

Déclaration de la FSU pour le CTSD 1er degré du 1er février 2022.

Au niveau national comme départemental, la rentrée s'annonce radieuse... la dotation positive de 16 postes dans le département du Nord pour une baisse en effectifs de 3 400 élèves est une bouffée d'oxygène dans un quotidien morose... tout ira mieux demain.

À la FSU nous doutons sérieusement de ces auto-satisfecit, en effet, l'injonction ministérielle à limiter à 24 les effectifs dans les classes de GS – CP et CE1, que nous saluons comme un premier pas ne diminue pas de façon remarquable les effectifs dans les classes et a même tendance à les faire augmenter dans les autres niveaux.

L'augmentation des quotités de décharge de direction pour les écoles de 6, 7, 12 et 13 classes représente une réelle avancée pour les écoles concernées, néanmoins, l'ensemble des directrices et directeurs attend une aide administrative pérenne à la direction d'école pour permettre de passer davantage de temps à l'animation pédagogique des équipes, ce qui représente le coeur de notre métier.

Les moyens supplémentaires pour l'enseignement spécialisé ne sont pas à la hauteur des besoins, trop d'ULIS fonctionnent encore à 13 ou 14 élèves, d'autre part nous réclamons que ces élèves, inscrits dans les classes ordinaires soient comptés dans les effectifs des écoles. Nous pouvons être assurés qu'ils et elles viendront faire passer les classes de CP et de CE1 au-delà du palier symbolique de « 24 élèves par classe »...

Quant à l'effort fait ces dernières années dans les communes rurales, s'il est à saluer positivement, il reste à faire le rentrer dans la logique comptable du 24 par classe... Quel en sera le sens dans des écoles à 2, 3 ou 4 classes avec des triple ou quadruple niveau ?

Nous avons entendu les priorités définies au niveau académique et départemental, nous en voyons les limites au moment de faire le bilan de ces 5 dernières années.

Les dédoublements en GS, CP et CE1 en éducation prioritaire ont demandé un investissement exceptionnel et des dotations systématiquement positives malgré une baisse démographique régulière. Cependant, cette dotation n'a pas été à la hauteur des exigences fixées par le Ministre et la situation du remplacement structurellement défailante est devenue intenable au quotidien dans les écoles touchées par la crise « COVID ».

Les premiers touchés sont évidemment nos élèves privés d'« écoles ouvertes » faute d'enseignant, renvoyés dans les familles qui ne comprennent plus et qui se retournent vers les directrices et directeurs, en première ligne encore une fois.

Touchés aussi, les collègues, directeurs et adjoints, obligés de faire fonctionner une école en « mode dégradé », qui se demandent parfois le sens de leur métier, quand il doit s'exercer dans de telles circonstances.

Des palliatifs ont été cherchés et trouvés, 136 contractuels viennent cette année encore suppléer les collègues sur des postes restés vacants. Des contractuels, dont les conditions de salaire et d'entrée dans le métier sont des plus précaires, mais qui, d'années en années jouent le rôle de variable d'ajustement pour le Service Public d'Éducation. Les prévisions de rentrée présentées au CTA du 25 janvier annoncent une baisse du nombre stagiaires à la rentrée compensé si besoin encore une fois par des contractuels...

C'est pourtant de fonctionnaires enseignants et enseignantes formé.e.s au début et tout au long de leur carrière dont l'École et les élèves ont besoin.